

SCP Rivière Grizel & autres
189, avenue Foch - BP 104
33501 Libourne cedex

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2024

Aux Membres,

Fonds de Dotation Le Parvis Espace Culturel E. Leclerc
Siren 830.591.673 // Ape 85,52Z
Avenue Louis Sallenave
64000 Pau

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Fonds de Dotation Le Parvis Espace Culturel E. Leclerc relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

SCP Rivière Grizel & autres
189, avenue Foch - BP 104
33501 Libourne cedex

Fonds de Dotation Le Parvis Espace Culturel E. Leclerc
Siren 830.591.673 // Ape 85,52Z
Siège Social : Avenue Louis Sallenave
64000 Pau

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2024

COPIE CERTIFIÉE
CONFORME

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Libourne, le « Date de la signature électronique »

Le commissaire aux comptes

SCP Rivière Grizel & autres
Frédéric Grizel
Associé

Frederic
GRIZEL

Signature numérique
de Frederic GRIZEL
Date: 2025.06.09
17:01:30 +02'00'

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier sous le contrôle du conseil d'administration.

Bilan synthétique
COPIE CERTIFIÉE
CONFORME

Actif	31/12/2024	%	31/12/2023	%
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles	1 181		3 166	12,14
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	1 181	4,28	3 166	12,14
Stocks				
Créances	7 600	27,55		
Disponibilités	16 213	58,77	20 385	78,14
ACTIF CIRCULANT	23 813	86,32	20 385	78,14
Comptes de régularisation actif	2 584	9,40	2 537	9,72
TOTAL ACTIF	27 588	100,00	26 088	100,00
Passif	31/12/2024	%	31/12/2023	%
CAPITAUX PROPRES	1 046	3,79	1 999	7,66
PROVISIONS				
Emprunts et dettes financières				
Autres dettes	26 542	96,21	21 089	80,84
DETTES	26 542	96,21	21 089	80,84
Comptes de régularisation passif			3 000	11,50
TOTAL PASSIF	27 588	100,00	26 088	100,00

Annexe du rapport : description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Ils identifient et évaluent les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluent si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Annexes

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Ventes de marchandises			
Production vendue de biens			
Production vendue de services			
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS			
Production stockée immobilisée			
Subventions d'exploitation			
Reprises sur dépréciations, provisions, transferts de charges			
Autres produits	211 556	204 513	3,44
PRODUITS D'EXPLOITATION	211 556	204 513	3,44
Achats de marchandises			
Variation de stock de marchandises			
Achats de matières premières, autres approvisionnements			
Variation de stock matières premières	95 144	93 614	1,53
Autres achats et charges externes	1 051	1 043	0,75
Impôts, taxes et versements assimilés	104 328	107 553	-3,00
Salaires, traitements, charges sociales	1 985	2 003	-0,89
Dotations aux amortissements et dépréciations			
Dotations aux provisions pour risques et charges			
Autres charges	2		
CHARGES D'EXPLOITATION	202 510	204 212	-0,83
RESULTAT D'EXPLOITATION	9 046	301	2 908,97
Bénéfice attribué ou perte transférée			
Perte supportée ou bénéfice transféré			
Produits financiers de participations			
Autres intérêts et produits assimilés			
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
PRODUITS FINANCIERS			
Dotations financières aux amortis, dépréciations et provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Différences négatives de change			
Charges sur cessions de valeurs mobilières de placement			
CHARGES FINANCIERES			
RESULTAT FINANCIER			
Produits exceptionnels		4	-100,00
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			
PRODUITS EXCEPTIONNELS		4	-100,00
Charges exceptionnelles	9 046	304	2 873,17
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	9 046	304	2 873,17
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-9 046	-301	2 908,97
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			
Impôts sur les bénéfices			
RESULTAT [Bénéfice ou Perte]			

STOCKS

Aucun stock n'est réalisé du fait de l'activité ou de l'importance des fournitures

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La société constate dans ce poste des engagements vis à vis de tiers, en particulier ceux liés aux indemnités de fin de carrière ou à des litiges prud'homaux, commerciaux ou fiscaux.

EFFECTIFS

L'effectif est de 3 au dernier jour de l'exercice

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENTS DE METHODE DE PRESENTATION

Aucun autre changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

- L'activité du fonds a connu pour la première fois un incident lors du retour des oeuvres de l'artiste Gasfou ayant nécessité une restauration de 7607 euro en décembre 2024 . A ce titre Univerdis a accepté de verser un complément de 7600 euro en 2025 afin de compenser cette dépense exceptionnelle.

Les comptes ont été établis dans le respect des dispositions du règlement 2014-03 de l'autorité des Normes Comptables, approuvé par arrêté ministériel du 08/09/2014 relatif au plan comptable général.

Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Ce poste comprend pour l'essentiel :

Des logiciels comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis sur 3 ans,

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif ; E = exceptionnel) :

Immobilisations corporelles	Amortissements pour dépréciation
Installations techniques, mat-outillage	3 à 4 ANS L
Install. générales agents, aménagts	3 ANS L
Matériel de bureau et informatique	3 ANS L

ETAT DES CREANCES		Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients				
Créance représentative de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux				
Etat, autres collectivités, impôt sur les bénéfices				
Etat, autres collectivités, taxe sur la valeur ajoutée				
Etat, autres collectivités, autres impôts, taxes, versements assimilés				
Etat, autres collectivités, créances diverses				
Groupes et associés				
Débiteurs divers		7 600	7 600	
Charges constatées d'avance		2 594	2 594	
TOTAL GENERAL		10 194	10 194	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice				
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				
ETAT DES DETTES		Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an - 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		1 095	1 095	
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés		12 137	12 137	
Personnel et comptes rattachés		4 825	4 825	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		5 521	5 521	
Etat, impôt sur les bénéfices				
Etat, taxe sur la valeur ajoutée				
Etat, obligations cautionnées		739	789	
Etat, autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupes et associés				
Autres dettes		3 271	3 271	
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL		27 637	27 637	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

IMMOBILISATIONS					
Actif immobilisé	Valeur brute début d'exerc.	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluation légale
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	334			334	
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, mat. outillage	13 810			13 810	
Installations générales, agencés divers	6 174			6 174	
Matériel de transport					
Autres immobilisations corporelles	2 073			2 073	
Immobilisations financières					
TOTAL		22 391		22 391	
AMORTISSEMENTS					
Immobilisations amortissables	Montant début d'exerc.	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice	
Fonds commercial					334
Autres immobilisations incorporelles	334				
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel, outillage industriels	11 709	1 698		1 698	13 407
Installations générales, agencements divers	5 444	109		109	5 553
Matériel de transport					
Autres immobilisations corporelles	1 738	178		178	1 916
TOTAL		19 225	1 985	1 985	21 210
PLUS-VALUES, MOINS-VALUES					
Immobilisation: cédées	Valeur d'actif	Amortiss.	Valeur résiduelle	Prix de cession	Plus ou moins-values
					Long terme
					19% 15 ou 12,8% 0%
Ce tableau est détaillé dans l'état 2033C de la classe fiscale					
TOTAL					
Plus-values taxable à 19%					
Régularisations					
TOTAL					

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		2 536,59	-2 536,59
486200	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	2 593,72		2 593,72
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		2 593,72	2 536,59	57,13
PRODUITS CONSTATEES D'AVANCE				
48700000	PRODUITS CONSTATEES D'AVANCE		-3 000,00	3 000,00
TOTAL PRODUITS CONSTATEES D'AVANCE			-3 000,00	3 000,00

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CP TES RATTACH				
40810000	FOURN FACTURES NON PARVENUES		3 253,58	-3 253,58
408200	FOURN FACT NON PARVENUS	2 016,93		2 016,93
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CP TES RATTACH		2 016,93	3 253,58	-1 236,65
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	PROVISION CONGES PAYES	4 825,12		4 825,12
42920000	PROVISION CONGES PAYES		5 031,97	-5 031,97
438200	PROV CHARGES SOC / CONGES PAYES	1 412,83		1 412,83
43820000	PROV CH SOCIALES / CP		1 314,33	-1 314,33
438603	FORMATION CONTINUE	81,14		81,14
438605	TAXE APPRENTISSAGE	72,64		72,64
43881000	FORMATION CONTINUE		40,78	-40,78
43862000	TAXE APPRENTISSAGE		73,26	-73,26
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		5 391,73	6 460,34	-1 068,61
TOTAL CHARGES A PAYER		8 408,66	9 713,92	-1 305,26

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
AUTRES CREANCES				
468700	PRODUIT A RECEVOIR	7 600,00		7 600,00
TOTAL AUTRES CREANCES		7 600,00		7 600,00
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		7 600,00		7 600,00